La «déglobalisation» du monde

Klaus Schwab, fondateur du Forum économique de Davos, relève les paradoxes de la globalisation qui, loin de favoriser des perceptions politiques mondiales, les rapetisse

Nous sommes au milieu d'une révolution. Certains l'appellent mondialisation, d'autres révolution de la connaissance. Quoi qu'il en soit, c'est une modification de l'exercice du pouvoir, qui se déplace du centre vers la périphérie. Les structures verticales de commande et de contrôle ont tendance à s'éroder, cédant la place à des réseaux horizontaux de communautés sociales et de plates-formes de collaboration.

Une intégration et des interconnexions d'une densité sans précédent ont conduit à une proximité mondiale. Mais on se trouve face à un paradoxe. Si le pouvoir est toujours plus largement réparti, il devient également toujours plus difficile à contenir. Dans un monde global, nos institutions et nos systèmes de gouvernance se désintègrent à l'échelle du globe. En principe, nous devrions avoir un degré de conscience, d'identité et, logiquement, d'organisation mondialement plus élevé. Or, le principe d'organisation qui sous-tend notre monde a dramatiquement changé. Le globe a tendance à s'aplanir, mais nous ne savons pas comment il va fonctionner.

Nos institutions et nos structures de gouvernance mondiales n'ont pas évolué avec le temps. Elles ont été érigées sur le concept de l'Etat-nation, axé essentiellement sur la protection des intérêts nationaux sans prise en considération de l'intérêt général. Comme nous l'avons vu à maintes reprises au cours de la dernière décennie, toute action entreprise en vue de former une coalition mondiale pour réaliser des objectifs communs est toujours strictement limitée quant à sa durée et à sa portée, spécialement par les intérêts particuliers des Etats-nations.

Le monde est devenu complexe et dangereux, si bien qu'il devient urgent de mettre en place des mécanismes efficaces pour relever tous les défis d'une manière proactive, exhaustive et systématique.

Commençons par la manière insoutenable dont nous traitons notre biosphère: quantités toujours plus élevées de gaz carbonique dans l'atmosphère, pénurie d'eau croissante, désertification, déforestation. Ces dommages environnementaux frappent tous les pays du globe – aussi bien les nations industrialisées que les pays émergents –, sans parler des défis et des tensions qui découlent, sur le plan social, du démantèlement et de la diminution rapide des ressources.

Considérons ensuite les défis économiques: il existe un danger croissant de voir le développement économique actuel s'enliser suite aux manquements d'hier et d'aujourd'hui. En dépit de la robustesse de l'expansion économique mondiale, les déséquilibres internationaux continuent de s'accentuer et les écarts de revenus ne cessent de s'élargir entre les nations et en leur sein même. Nous ne pouvons plus continuer de vivre selon le principe «consommer maintenant, payer plus tard». Ce constat vaut non seulement pour le consommateur américain, mais pour nous tous qui tentons d'esquiver les réformes indispensables à la sauvegarde de notre environnement et à l'adaptation de nos systèmes sociaux, de santé et d'éducation. Il semble parfois que nous avons perdu, en tant que société, notre instinct à prendre soin de la génération suivante.

Sur le plan politique, nous sommes les témoins du profond déclin des structures que nous avons utilisées historiquement pour gérer notre monde. Nous assistons à la «déglobalisation» d'un monde globalisé, dans la mesure où les Nations unies, les institutions de Bretton Woods et de nombreuses autres organisations multinationales peinent à faire face à l'évolution des besoins planétaires. Cela apparaît à l'évidence au travers de notre incapacité collective à affronter efficacement les Etats voyous ou défaillants, le terrorisme ou encore d'autres événements tels que l'échec des négociations commerciales de Doha et la crise du Darfour. Ces développements montrent bien que, dans leur forme actuelle, les systèmes de gouvernance mondiale existants ne sont plus en mesure de répondre à l'ensemble des défis du XXIe siècle.

Jadis, le libéralisme protégeait l'individu contre le pouvoir collectif. Maintenant, c'est l'individu qui menace le collectif

Au niveau sociétal, les gens ont également développé une nouvelle sensibilité sociale. Ils sentent qu'un monde aplani requiert un nouveau sens de l'équité et de la solidarité. C'est pourquoi les mouvements sociaux sont souvent conduits par des foules de jeunes idéalistes et non plus par la gauche traditionnelle. Mais il y a contradiction entre ce nouvel idéalisme et la réalité, car la mondialisation crée des gagnants et des perdants. Autrement dit, elle nous mène vers un monde qui, socialement, n'est pas aplani. L'écart entre ceux qui sont capables de surfer sur la vague de la mondialisation, grâce notamment à leurs connaissances et à leur créativité, et ceux qui sont moins bien lotis s'élargit, tant au niveau mondial et national qu'au niveau des entreprises et des individus.

Enfin, sur le plan culturel, nous sommes les témoins d'un monde à la recherche de son âme et assistons à une résurgence des identités culturelles et religieuses. La culture web, ce nouveau monde aplani au sein duquel 2 milliards de personnes seront interconnectées l'année prochaine, n'est pas nécessairement de nature à stimuler la création d'une culture ou d'une identité planétaire. Bien au contraire. On constate une tendance à l'individualisation, au tribalisme, au localisme. Dans le monde du Web 2.0, le terme à la mode est la communauté. Mais si nous ne sommes pas vigilants, les communautés en question n'agiront pas dans l'intérêt général.

Au XIXe siècle, lorsque le monde a passé du stade des villages à des structures de pouvoir plus centralisées, l'idéologie libérale a cherché à protéger l'individu contre la collectivité, contre le superpouvoir des gouvernements et contre les institutions bureaucratiques. Aujourd'hui, alors que la nouvelle révolution a pour effet de remettre le pouvoir dans les mains des individus, il s'agit de protéger la collectivité contre l'individu: celui-ci peut en effet disposer de capacités destructrices que, dans le passé, seuls quelques pays possédaient. Où est l'équilibre dans cette lutte de la collectivité contre l'individu? Si nous parvenons à le trouver, nous pouvons espérer qu'un monde aplani fonctionne pour le bien de tous.